# L'ABEILLE.

*Journal officiel de l'État, des Annonces Judiciaires de la Juridiction et de la Troisième Municipalité.*

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLÉANS:

MARDI MATIN, 19 DÉCEMBRE 1837.


## AUX DEMOCRATES.

Une assemblée des démocrates aura lieu vendredi 22 du courant, à six heures et demie du soir, à la salle de bal d'Orléans (Davis), rue d'Orléans, à l'effet de procéder à l'élection des DELEGUES pour représenter la ville de la Nouvelle-Orléans, dans le choix d'un candidat à la place de gouverneur. Cette assemblée est convoquée en vertu d'une décision du comité général.

B. Z. GANONGE, *président.*

☞C'est aujourd'hui, à midi, qu'aura lieu l'adjudication des banes de l'Eglise St.-Louis, rue St.-Antoine, dernière le terrain du théâtre.

☞Faute de place, l'article signé "un Citoyen" ne paraîtra que demain.

### Sur l'acte pour amender les chartes des Banques—No. 3.

Le projet de loi sur les banques excite l'attention de tous les journaux et, de quelque couleur qu'ils soient, ils cherchent, chacun pour sa part, à en faire ressortir les avantages ou les inconvénients. La question en effet est d'une telle importance pour la prospérité du pays, que c'est sous ce rapport qu'il la faut envisager; sauver le crédit public, et assurer nos transactions, tel est le but que l'on doit se proposer; et, quelque sédulsant que paraisse d'ailleurs un projet, quelque confiance qu'on ardrisse les auteurs, on ne saurait sans imprudence donner tête baissée dans un système qui tendrait vers tout autre but que celui qu'il semble énoncer. Nous puiserons dans le discours même de M. Hoa, si lucide dans son ensemble et si plein d'excellentes vues, des motifs pour nier l'utilité ou l'efficacité d'un contrôle tel du moins qu'il est proposé.

Nous référant aux remarques établies par le sénateur d'Orléans, nous trouvons qu'il y a quarante millions de piastres de papier sur le crédit des banques, et toutefois qu'un vertige de spéculations semblait s'emparer tous les esprits, la circulation du papier monnaie n'avait guères excédé *sept millions*. Le maximum fixé dans le projet de loi sera d'environ *huit millions* qui forment le cinquième de quarante millions &c." Il résulte clairement d'un tel chiffre, que ce n'est pas par excès dans l'émission de leur papier qu'ont péché les directions de banques; et que la création d'un contrôle ne saurait être justifiée par un abus qu'il n'existait pas. Cependant, s'il a fallu une grande confiance dans les directions pour admettre pour vrai ce qui n'avait pu être l'objet d'un examen sévère de la part des comités; on faudra-t-il une moins robuste pour admettre pour vraie les rapports de trois contrôleurs exposés journellement à la *corruption* de ces mêmes directions. Il est vrai que l'on exigera de ces hauts officiers, un serment très rassurant sans doute; mais, où la moralité des êtres est mise à une épreuve toute nouvelle, puisqu'ils y sont appelés à témoigner eux mêmes de leur capacité, et dès lors il serait déplacé d'élever le moindre doute. Cependant si l'on a crié haut contre les abus, et l'on a bien fait; serait il à propos de risquer pour les corriger d'introduire un abus de plus; car, la prétendue latitude laissée à tout citoyen de *prouver* à la *satisfaction* de l'avocat général qu'un contrôleur des banques a négligé les devoirs que lui sont imposés est purement illusoire. Effectivement, à supposer que le zèle du bien public pût engager un citoyen à se porter comme dénonciateur, quel moyen aurait il de se procurer des preuves à *satisfaction*; condition tout arbitraire, si par événement l'importante fonction d'avocat général cessant d'appartenir à un homme au dessus de toute supposition irrespectueuse? Une loi permanente d'intérêt public devait ce semble embrasser plus d'une face de la question, et le législateur a besoin de se tenir en garde contre ces *mouvres irréfléchies* qui rendraient notre position pire qu'elle n'était; et sous ce point de vue nous pensons que le bill proposé a besoin d'être scrupuleusement examiné, dans toutes ses parties. La surcharge de trois contrôleurs ne nous semble donc rien moins que conclusante pour l'amélioration de nos finances, et de sages instructions remplissaient mieux cet objet. Que l'on fixe l'émission, qu'on limite les crédits; et que l'on exige enfin des directions de banques l'exhibition des livres soit à l'avocat général, soit à tout citoyen qui voudrait en approfondir la situation; qu'il est effet un double jeu de livres soit exigé; et dès lors plus de mistversations possibles; plus de dépenses exagérées; et surtout plus de difficultés dans le choix d'individus auxquels il faudrait supposer un désintéressement duquel doit naturellement naître la Législature.

### CORRESPONDANCE DE L'ABEILLE.

A bord de la corvette de guerre des Etats Unis Le Natchez, passe de S. O. du Mississipi, le 15 décembre 1837.

M. l'Editeur de l'Abeille.

La corvette Natchez est de retour de sa cinquième croisière, depuis qu'elle est en station dans le golfe du Mexique. Elle se rend maintenant à Pensacola. Nous sommes partis de la Vera-Cruz pour campêche le 13 du mois dernier, et de ce dernier port, pour Tampico; il a fait voile pour Tampico, où elle est arrivée le 27 du même mois (novembre.) Elle a envoyé un de ses officiers à terre, pour avoir droit tranquille. Il se trouvait une petite goélette de guerre mexicaine dans la rade, qui avait à Tampico deux cents hommes de troupes. Par suite des dernières coups de vent qui ont eu lieu dernièrement, il y a maintenant treize pieds d'eau sur la barre de la rivière, tandis que ce n'en a que neuf ou dix quand que de sept à neuf pieds. La plupart des bâtiments qui composent l'escadrille mexicaine étaient à la Vera-Cruz le jour de notre départ, et l'on disait qu'il attendait l'arrivée de vaisseau que l'on attend de Baltimore pour mettre à la voile.

Les autorités suprêmes ont refusé d'envoyer à la Vera Cruz aucun convoi d'argent sortant du trésor public ou appartenant aux particuliers, l'opinion générale étant que Sta. Anna a l'intention de s'en emparer, pourvu cependant que le montant fut assez fort pour répondre à ses projets. Nous arrivâmes aux Basses de Santiago le 29 novembre, et nous envoyâmes deux chaloupes à terre. Nous apprîmes de source authentique que l'armée mexicaine de Mexico, forte d'environ 2000 hommes avait reçu de l'intérieur un renfort de six cents hommes, et que tout le corps devait traverser le Rio Grande pour marcher sur le Texas. Dans le nombre il se trouvait environ trois cents hommes de cavalerie: l'armée devait avoir, elle, le 30 novembre, lorsqu'elle a traversé, que deux pièces d'artillerie. Les officiers généraux disaient qu'ils n'avaient que l'intention de marcher contre les Indiens de la tribu des Comanches, mais on croyait généralement ce rapport; et l'on pensait avec plus de raison que ce n'était qu'une feinte et que le but réel était d'envahir le Texas, car la coutume n'est pas de prendre de l'artillerie pour guerroyer avec les indiens.

Nous serons à Pensacola le 20 courant.

Je suis avec considération.

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

STERRETT RAMSEY.

### SENAT DE LA LOUISIANE.

*Présidence de Mr. Ch. Derbigny.*

Séance du 16 décembre 1837.

Le sénat, à la demande de Mr. Johnson, accorde à Mr. Penn, la permission de s'absenter pour quelques jours.

Mr. Brasier, conformément à l'avis qu'il en a donné, demande un bill pour modifier la charte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de Natchitoches et de la Sabine. Les commissaires devront recevoir les livres de la souscription le 15 mai prochain; et dès qu'il y aura eu 1500 actions de souscrites il sera procédé à l'élection des directeurs.

Le sénat procède à la première lecture d'un bill, venant de la Chambre, accordant à E. C. Ferguson le privilège exclusif de tenir un bac sur le Bayou-Cro, Caddie, dans la Paroisse de St. Landry.

Mr. Dupré fait observer que ce bill est d'un intérêt purement local et demande que le sénat se dispense de ses règles et procède à une 3ème. lecture—adopté.

Le sénat s'étant ainsi accordé sa seconde fois dispensé de ses règles, le bill subit une troisième lecture et passe par son entier.

Le corps est ensuite d'une résolution venant également de la Chambre, accordant au cougé à Mr. James Nicholson un des gardiens du port de la Nouvelle Orléans.

Mr. Hoa dit qu'il a été informé que Mr. Nicholson a le plus pressant besoin de s'absenter de l'Etat, et qu'il peut y avoir aucun motif raisonnable de refuser à cet officier la faveur qu'il demande, puisque le remplaçant qu'il propose pour remplir ses fonctions devra être accepté par le bureau des gardiens du port et que Mr. Nicholson est responsable des actes de son député.

Mr. Leauve ne s'oppose pas à ce que le sénat accorde cette faveur: mais il voudrait que l'on modifia la résolution de manière que le mot du député n'y fut pas mentionné, afin que l'on n'astreignit à cette qu'elle est rédigée, il renaîtrait que ce serait la législature qui aurait fait la nomination du député, et qu'il pourrait advenir qu'en cas de recours contre les causes pour une faute commise, personne ne fut responsable. Que l'on nomme donc le résidant et qu'on laisse à Mr. Nicholson le privilège de nommer son sous-titut, avec l'approbation du bureau des gardiens, il n'aura plus la moindre objection à faire.

Mr. Hoa dit qu'il ne s'oppose pas à cette modification, bien que dans le corps de la résolution il soit expressément stipulé que le principal, Mr. Nicholson, n'est cautionné sont responsables de la conduite du remplaçant.

Mr. Winn dit qu'en raison des motifs allégués par le membre d'Orléans, il consent à la faveur que l'on demande. Cependant il doit faire observer ici qu'il est en général opposé à ce que l'on accorde aux officiers publics de pareilles faveurs en ce moment de session, car il n'est que trop certain que par ce système on finit par compromettre les intérêts publics. Il ne croit pas que la présente demande soit de nature à faire exception à la règle générale, et il votera contre la résolution.

Mr. Brasier fait observer qu'il n'avait pas l'intention de prendre la parole sur cette question, mais que comme il est question d'un appel nominal, il est bien aise de dire quelle est son opinion, et les motifs qui donneront lieu à son vote. Le membre d'Iberville est contre le substitut et par conséquent opposé à la nomination d'un comité de quarante parce qu'il est d'avis que les deux résolutions qui ont été adoptées par le sénat remplissent le même but, que l'on désire obtenir celui d'une connaissance parfaite de l'état, de la situation des banques du pays. Ces deux résolutions sont préférables en ce que les comités agiront avec plus d'efficacité, puisqu'ils pourront séparément obtenir toutes les informations que dont la première le comité général, et qu'ils pourront le faire plus promptement en raison de la facilité qu'ils auront à se réunir.

M. Labauve passe en revue les difficultés qui auront nécessairement le travail du grand comité, et la peine qu'il y aura à le composer, à le réunir. Il (le membre) a été très souvent membre de comités comités, il sait positivement que plus ils étaient nombreux, plus il était difficile de les organiser et d'avoir une majorité assez à la besogne qui leur était confiée. Très souvent, le président, et obligé de s'en rapporter à des informations verbales pour présenter au sénat le résultat de l'enquête. Ce vice existerait ici avec plus de force, car si l'on éprouve des embarras dans le comité ordinaire quand on a de ses membres, à plus forte raison doit-on en rencontrer dans un autre qui serait composé de quarante membres.

M. Johnson dit qu'il votera contre l'adoption des substituts, parce que la législature n'a pas le droit de déléguer à des individus ou à des corporations des pouvoirs qu'il n'appartient qu'à elle seule d'exercer.

L'assemblée générale n'a pas le droit de nommer un comité général, lui donnant le privilège de les subdiviser en sous-comités, dans le but de mettre à exécution l'objet pour lequel le comité général a été nommé; ce en principe est fondé, alors et dans ce cas les banques auraient le droit de s'enquérir de la composition d'un de ces sous-comités nommés pour examiner l'état de leurs affaires, et, à défaut par eux de faire preuve d'un tel pouvoir de la part de la législature, ces banques pourraient ne pas permettre que les comités procédassent à leur investigation, et de cette manière il est bien de la législature serait détruit de fond en comble.

Mr. Briscoe dit que dans le vôte qu'il va donner, il ne sait pas qu'il soit sous entendu qu'il est opposé à une investigation pleine et entière de l'état des affaires des banques. Il le donne au contraire toute latitude et aussi correcte que le cas l'exige: mais il est forcé de voter contre le substitut et contre la formation du grand comité [mammouth committee] par la raison qu'il est impossible qu'un corps aussi nombreux puisse faire l'enquête que l'on veut obtenir. Que l'on s'en tienne aux résolutions du sénat telles qu'elles ont été adoptées, qu'il y ait des sous comités de nommés comme ils ont été en conséquence de la décision de ces résolutions, alors on sera sûr que le travail sera plus prompt, plus complet, plus rationnel, plus légal, plus constitutionnel.

L'appel nominal ayant été fait, il a paru que Mr. Duncan avait voté pour la concours du sénat au substitut de la chambre, et que MM. Brasier, Briscoe, Dupré, Garcia, Hon. Johnson, Labauve, Lewis, Olivier, Porche, Scott, Thézé et Winn, avaient voté contre. Le substitut est rejeté par une majorité de 12 voix.

Mr. Ducros dit que comme le vôte des deux Chambres est d'en finir promptement avec cette question, il serait assez convenable de nommer un comité réuni de conférence, pour s'entendre au sujet de la mesure à adopter dans l'état actuel des choses. Il (le membre) a été d'avis que l'on nomme un comité de conférence, et que le dit comité de conférence soit invité à faire son rapport par bill ou autrement dans le plus bref délai possible.

Le premier blanc de la résolution est rempli par le nombre trois et le président nomme MM. Hoa, Degrove et Winn pour composer le comité de la part du sénat.

Le sénat s'étant dispensé de ses règles, la résolution subit en conséquence trois fois lecture, et passe.

L'ordre spécial du jour est la discussion du bill qui dispense les habitans de plusieurs Paroisses de l'Etat du paiement de certaines taxes.

Mr. Winn propose le bill de manière à ce qu'il ait effet pour toutes les Paroisses de l'Est, le but étant d'établir les choses sur un pied uniforme pour toutes. Le bill ainsi amendé est adopté

Mr. Brasier présente une pétition de certains habitans de la Paroisse des Natchitoches au sujet de l'imposition de la farine, du porc et du boucaulé. Renvoyé au com. de judiciaire.

Le sénat procède à la seconde lecture du bill pour élever la Paroisse de Concordia.

Mr. Briscoe présente une section additionnelle autorisant le gouverneur à faire toutes les nominations que nécessite la formation de la nouvelle Paroisse de Madison—adopté.

Le sénat s'étant dispensé de ses règles, ce bill subit sa troisième lecture et passe par son titre.

Le séance est levée.

### CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

*Lundi, 19 décembre 1837.*

La chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

M. Bourgeois, du comité de révision et des affaires non-terminées, rapporte les bills suivants:

Acte pour déterminer les pouvoirs des trois Municipalités de la ville de la Nouvelle-Orléans. Après la lecture de ce bill, il a été mis à l'ordre du jour pour demain.

M. Brasher dit que les souffrances de la communauté sont parvenue à un tel degré, par suite du dérangement des affaires des banques, et du manque d'une circulation monétaire, qu'il eut bien que ce sujet soit examiné avec investigation, dont les résultats pûrissent être donnés au peuple aux mêmes qu'il paraît sur la population, il est néanmoins convenable d'adopter, en attendant, quelques mesures temporaires, en conséquence, il présente les résolutions suivantes, dont l'impression est demandée.

Attendu la grande détresse qui pèse en ce moment sur le commerce et l'agriculture par le défaut d'une circulation suffisante pour la transaction des affaires journalières du commerce commerciale; et attendu que dans le cours ordinaire des choses il faudra beaucoup de temps avant [illegible] pour [illegible] investigations qui les provoquent du premier département au sujet des banques, et [illegible] de [illegible] [illegible] [illegible]